

Je voudrais lire un autre extrait d'une récente édition du *Globe and Mail*. Il s'agit d'un article du président de l'Institut des Comptables agréés:

«Les Canadiens devraient pouvoir attendre du gouvernement qu'il mène la bataille contre l'inflation.»

Je n'ai pas le temps de citer l'éditorial au complet. Il poursuit en parlant des extravagances du gouvernement et de la Fonction publique. Dans le même éditorial, il est fait allusion à un autre point de vue présenté par la Chambre de Commerce du Canada dans ces termes:

Cela constituait un avertissement pour que les gouvernements contrôlent l'augmentation massive des impôts au cours de ces dernières années pour éviter «de graves problèmes sociaux» causés par l'attitude des travailleurs canadiens envers les défavorisés.

● (1650)

Et on parle ensuite de la classe moyenne, sujet si souvent abordé. Et à Ottawa, Arthur Blakely a déclaré au début de son article dans le *Citizen*:

La famille canadienne qui suivrait l'exemple au gouvernement fédéral pour établir son budget ferait faillite en peu de temps.

Parlons donc des impôts que le gouvernement perçoit. Ses dépenses sont passées à 22 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de près de 20 p. 100 par rapport à l'an dernier. J'aimerais citer à la Chambre un passage d'une déclaration faite il y a plus d'un siècle au sujet des gouvernements qui agissent de la sorte. Le philosophe français Bastiat écrivait alors ceci:

L'État doit obéir lui aussi à la doctrine de Malthus. Il tend à s'étendre proportionnellement à ses moyens d'existence et à vivre au-delà de ses moyens, qui ne sont en fin de compte rien autre chose que le nécessaire de la population. Malheur aux gens incapables de limiter la sphère d'action de l'État: liberté, entreprise privée, richesse, bonheur, indépendance, dignité personnelle, tout disparaît.

Permettez-moi de dire quelques mots sur l'ingérence du gouvernement dans le monde des affaires et dans la vie privée de tous les Canadiens. Prenons par exemple le Canadien National et ses 30 filiales. Pour quelle raison le gouvernement s'est-il lancé dans l'hôtellerie, les lignes aériennes, la radio et la télévision, lesquelles nous ont coûté 300 millions de dollars au cours de l'année financière actuelle? Le gouvernement s'occupe également de propriété immobilière. Je suis persuadé que le ministre des Travaux publics fait de l'excellent travail et qu'il est fier de diriger la plus grande grande compagnie du pays. Mais ce n'est pas là le propre des gouvernements.

Qu'a fait le gouvernement à part cela, dans ce domaine? Il a établi une série de ce qu'on appelle des offices de commercialisation, qui sont censés aider les gens. La Commission de surveillance du prix des produits alimentaires n'est pas de cet avis, car elle dit qu'elle ne saurait accepter de mesures collectives qui gonflent artificiellement les prix à la consommation. C'est ce que font les offices de commercialisation.

L'ancien Auditeur général a déclaré que les gouvernements ne devraient jamais se lancer dans des entreprises parce qu'ils n'ont pas de personnes compétentes pour en tenir les rênes et les résultats sont inévitablement désastreux. La société Polymer a été vendue à la Corporation de développement du Canada, puis le gouvernement a remercié l'Auditeur général de ses services. Nous savons tous quelles ont été les difficultés de M. Henderson quand il était Auditeur général du Canada et voici ce qu'il en a dit «C'est simplement que le gouvernement était carrément embarrassé par ce que je déterrais».

En Colombie-Britannique, un conseiller économique attribue aux politiques gouvernementales sur les proven-

Règlementation des prix

des le fait que la majorité du bétail de Colombie-Britannique ait été engraisé et abattu dans les provinces des Prairies puis réexpédié en Colombie-Britannique. Ces mouvements inutiles ont non seulement fait monter les prix du boeuf en Colombie-Britannique mais éliminé une industrie considérable de conserverie.

Un mot maintenant au sujet du petit homme d'affaires et de ce qu'il endure à cause de l'ingérence du gouvernement. Bon nombre d'entre eux sont forcés de fermer leurs portes parce qu'ils ne peuvent tout simplement pas répondre aux exigences imposées par le gouvernement. Tout va bien pour la grande entreprise, mais la petite ne peut y parvenir. Les particuliers s'adressent de plus en plus à leurs députés qui servent presque d'ombusmen.

Aujourd'hui, nos députés à Ottawa ont deux secrétaires, et le gouvernement vient d'en autoriser une troisième dans leur circonscription. Autrefois, il n'y a pas si longtemps, à peine 20 ans, lorsque certains députés sont arrivés à la Chambre, deux députés se partageaient une secrétaire, un téléphone et un bureau. Aujourd'hui, du fait que le gouvernement intervient tellement dans nos vies, chaque député a trois bureaux, trois secrétaires et trois téléphones. Au Danemark, le peuple vient de mettre à la porte son ancien gouvernement pour élire un type qui promet d'abolir les impôts et de congédier la moitié des fonctionnaires.

Le gouvernement entretient sa propre version des théories socialistes à l'égard des grandes sociétés. Si le NPD est d'avis que les sociétés ont des trésors inépuisables, les gouvernements oublient qu'eux-mêmes n'ont pas de trésors inépuisables. Tout leur argent provient des contribuables, en l'occurrence du peuple canadien.

Nous avons examiné les causes, monsieur l'Orateur. Voyons maintenant les solutions. Que peut faire le gouvernement? L'inflation en général, la diminution généralisée de la valeur de l'argent, sont attribuables à l'accroissement rapide de la masse de papier-monnaie. Le gouvernement devrait se garder d'accroître si rapidement la masse monétaire. Les hausses importantes des prix des aliments notamment ont pour cause la politique du gouvernement qui empêche les forces du marché de s'exercer normalement.

Le consommateur est le mieux servi lorsqu'il est libre d'acheter du fournisseur le plus efficace, chez lui ou à l'étranger. Les droits de douane nuisent au consommateur et devraient être supprimés. Il arrive parfois que le gouvernement supprime des droits de douane mais s'empresse de les rétablir quand les producteurs s'en plaignent. Les droits de douane imposés par le gouvernement restreignent la concurrence étrangère. Les monopoles consentis par le gouvernement gênent la concurrence nationale. En protégeant des producteurs inefficaces de la concurrence d'autres producteurs efficaces, le gouvernement porte préjudice au consommateur en l'empêchant d'acheter les meilleurs produits aux plus bas prix et le gouvernement porte préjudice aux producteurs efficaces en les empêchant de grandir et de prospérer.

En fin de compte, monsieur l'Orateur, depuis deux jours, nous débattons les amendements à la loi relative aux enquêtes sur la coalitions et nous poursuivrons notre travail la semaine prochaine. S'ils sont adoptés, ces amendements instaureront la concurrence dans certains secteurs où l'on en avait à peine besoin. Si nous avons jamais eu besoin d'un exemple d'un gouvernement dépourvu de toute politique fondamentale, nous l'avons maintenant. Nous avons une série de lois en vue de prévenir la concurrence dans beaucoup de domaines et une autre série de lois pour la décréter dans d'autres. Il est évident que le gouver-